

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8<sup>ème</sup> Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules dans le carrefour formé par la rue de Bizanos, l'avenue Gaston Lacoste et sur la rue Albert Piche, en raison des travaux de rénovation du pont de l'Ousse situé avenue de Barèges;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – du **Lundi 02 Septembre 2024 au Jeudi 31 Octobre 2024**, la circulation des véhicules sera régulée par des feux tricolores au niveau du carrefour formé par l'avenue Gaston Lacoste et les rues Albert Piche et de Bizanos, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

**ARTICLE 2** – Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation des véhicules est interdite rue Albert Piche dans le sens Nord-Sud ( de l'avenue Napoléon Bonaparte vers l'avenue Gaston Lacoste), suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**ARTICLE 3** – Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation des véhicules s'effectuera sur la rue Albert Piche dans le sens Sud-Nord ( de l'avenue Gaston Lacoste vers l'avenue Napoléon Bonaparte), suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**ARTICLE 4** – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

**ARTICLE 5** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 6** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 7** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **22/08/2024**

Fait à Pau, le 27 août 2024

**Nathalie MASSOU-FONTENEL**  
  
Pour le Maire et par délégation,  
la Directrice Prévention et Sécurité Publique